

Riccardo Petrella
Un intellectuel en croisade

Daniel Dompierre

Number 78, Spring 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/20896ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (print)

1923-3191 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dompierre, D. (2000). Riccardo Petrella : un intellectuel en croisade. *Nuit blanche*, (78), 56–60.

Riccardo Petrella :

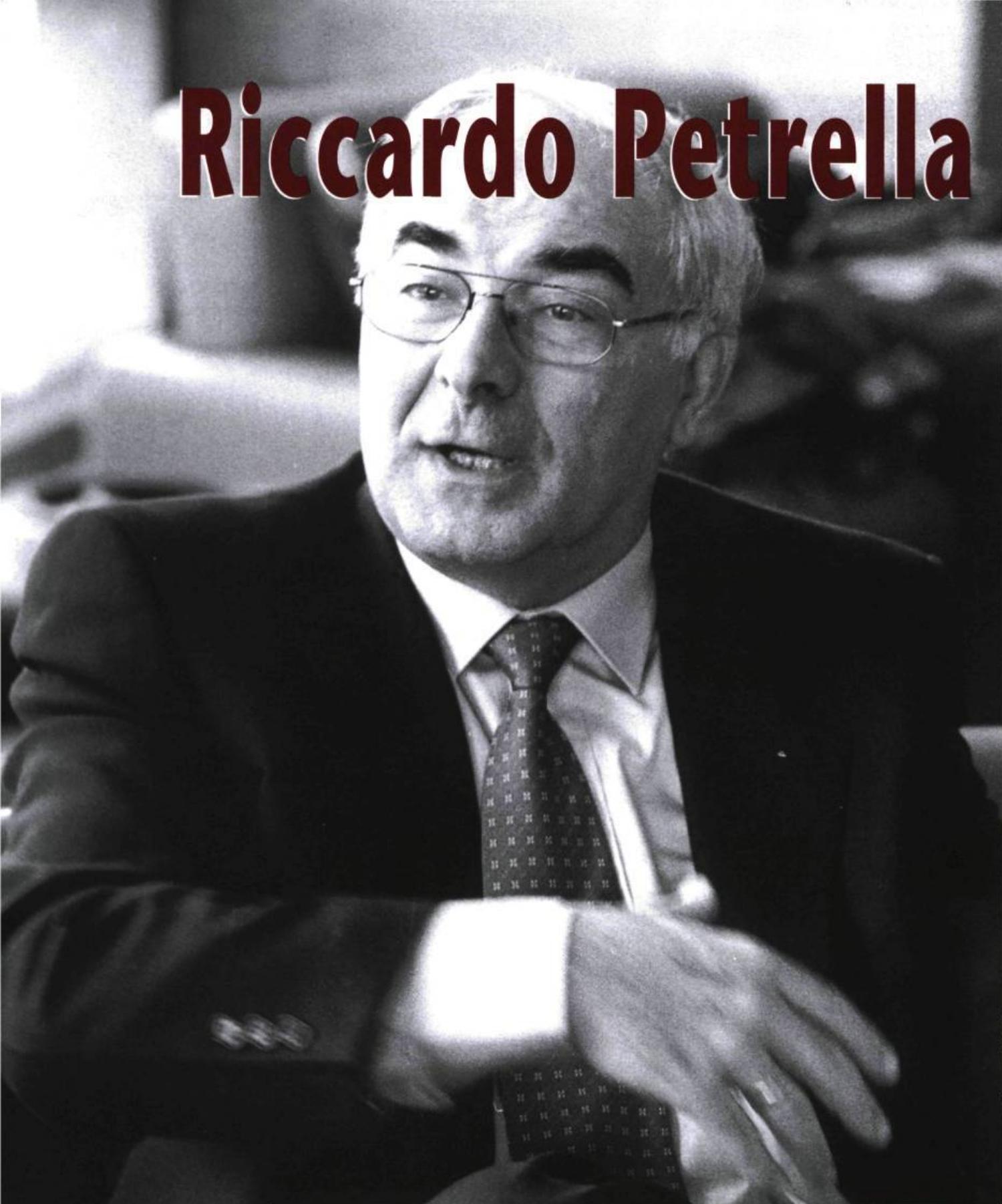


Photo : A.-M. Guérineau

Riccardo Petrella

L'air du temps rime avec *mondialisation*. Rarement a-t-on vu un mot affublé de tant de vertus explicatives sur le sens et les tourments de cette fin de siècle. Plus encore, la mondialisation serait devenue le passage obligé vers un avenir radieux. Le train passe, il s'agit surtout de ne pas le manquer !

un intellectuel en croisade

Par
Daniel Dompiere

Pourtant, les transformations et la part de destructions que ce mouvement entraîne devraient faire réfléchir sur les conditions de son déploiement à l'échelle planétaire. L'enjeu est rien de moins que la soumission croissante de l'ensemble des activités humaines aux lois du marché et la légitimation de leur appropriation privée.

Contrairement à ce qu'on ne cesse de répéter, il n'y a là aucune trajectoire irrésistible, ni l'aboutissement logique ou naturel du développement humain, affirme Riccardo Petrella¹ : « C'est une supercherie scientifique que de dire que l'actuelle forme de mondialisation, l'actuelle forme de développement technologique, est irréversible et inévitable. » L'heure du combat a donc sonné, de l'offensive contre le discours dominant, l'heure de faire des propositions alternatives qui tarissent les litanies du néolibéralisme.

Rassurez-vous, Riccardo Petrella, cet intellectuel à l'allure engageante que j'ai rencontré alors qu'il était de passage à Québec au printemps 1999, ne tentera pas de vous entraîner dans une hasardeuse entreprise de recouvrement des saintes reliques de notre civilisation à la dérive. En fait, il fera plutôt ressortir la dimension religieuse du dogmatisme des défenseurs de la *compétitivité* – qui n'est, à ses yeux, que concurrence aveugle – et des ténors du néolibéralisme. Ainsi prend-il un malin plaisir à sanctifier leur vocabulaire : la Sainte Privatisation, la Sainte Déréglementation et la Sainte Libéralisation deviennent les commandements de nouvelles Tables de la loi. Bref, tout un évangile² !

Il est vrai que Riccardo Petrella cherche à convaincre mais, rappelle-t-il, il ne faut pas sous-estimer l'importance du discours dominant et ses ravages dans la société. Le premier combat à mener est donc celui de l'élaboration d'un autre discours qui évacuerait les mots et les idées du langage affairiste qui imprègne l'ensemble du champ de la communication dans nos sociétés. Riccardo Petrella est aussi et surtout un grand rassembleur qui n'hésite pas à bousculer. « Mais qu'est-ce que vous faites-là, bien assis ? Il faut agir, faire quelque chose ! » Volubile, les yeux brillants, les mains en mouvement comme

occupées à échafauder des projets, il fait dévaler ses idées en rapide cascade. À l'affût de toutes les initiatives qui s'opposent à la musique des chantres de la mondialisation, il anime un forum bien vivant qui doit le demeurer...

La clé : la solidarité

Les espoirs et les rêves qu'il nourrit sont à la mesure du défi planétaire posé par la mondialisation. Aux prétentions de celle-ci d'éliminer les frontières politiques et économiques, il oppose une solidarité tous azimuts.

Riccardo Petrella rêve d'une révolution qui n'est pas celle des communications qui passent par le sacre d'Internet ou encore celle des reconfigurations industrielles et financières étendues à l'ensemble du globe. Il imagine plutôt un changement de cap radical et seule la lutte sur le terrain politique peut y parvenir, pense-t-il ; il faut rassembler les conditions d'une reprise en main par les citoyens du discours critique et de leur destin.

Si l'affirmation des citoyens est la clé d'une issue politique aux difficultés que pose l'évolution actuelle de nos sociétés, c'est que l'individu s'est retrouvé démuné de ses capacités d'agir par une série d'*expropriations*, nous dit l'essayiste. Expropriation de l'humain par la technique, expropriation des sentiments de solidarité par l'esprit de compétitivité, expropriation de la démocratie par un pouvoir de plus en plus oligarchique. Expropriation, enfin, de la citoyenneté : dans la société civile, l'individu, réduit au rôle de consommateur, voit s'effacer son pouvoir politique ; il n'est plus « une personne humaine mais une ressource humaine, une marchandise ».

Le politique en danger

Certes il y a là des tendances qui opèrent naturellement au sein du capitalisme, mais Riccardo Petrella veut attirer

« On a également réussi à nous faire croire que ce qui compte c'est le marché et que ses règles de fonctionnement, ses prétendues 'lois naturelles' doivent l'emporter sur tout autre principe. La liberté fondamentale primordiale dans nos sociétés est devenue la liberté du marché. Les autres libertés en découlent et en dépendent. Tout doit être mis au service de la 'Sainte Trinité' du Dieu Marché, à savoir : libéralisation, déréglementation, privatisation. »

Le bien commun,
Labor, p. 12.

« On ne peut pas laisser la gouvernance de l'eau aux logiques financières et marchandes qui ne garantissent le droit de vivre qu'aux consommateurs solvables et aux épargnants-proprétaires/actionnaires. Pour que l'humanité se (ré)approprie son droit à vivre par et avec de l'eau saine, aujourd'hui et demain, il importe donc d'inverser les tendances actuelles à la marchandisation de toute activité humaine et à la privatisation de tout bien et service. »

Le manifeste de l'eau,
Labor, p. 132.

l'attention sur une nouvelle phase de son évolution qui commence au milieu des années 1970, soit le démantèlement progressif de l'État Providence³ sous la poussée de la mondialisation. L'exacerbation à outrance de la compétition entre les économies nationales s'est combinée à l'incapacité politique des États à intervenir. Structurellement, l'espace mondial tend de plus en plus à déterminer l'élaboration des politiques économiques nationales et met en déficit politique le pouvoir qu'assument les États et les gouvernements au nom et à l'endroit de leurs populations. C'est dans ce contexte que se situe la dégradation des termes du contrat social qui prévalait jusqu'alors dans les sociétés industrialisées de l'Ouest. Les vastes coupures dans les programmes sociaux ou encore leur abandon pur et simple ainsi que le chômage massif illustrent le renversement des rapports de force entre le Capital et le Travail et l'escalade des déstructurations liées au passage à un nouveau régime de l'économie.

La remise en cause du rôle de l'État Providence et la dislocation de ses rouages marqueraient aux yeux de Riccardo Petrella cette transition, l'entrée massive de la compétitivité au sein de l'économie⁴. D'une saine concurrence chapeauté par la fonction régulatrice de l'État, on serait passé à une sorte de capitalisme excessif organisé autour de trois tendances : la libéralisation des marchés dans les échanges entre États, la déréglementation des mécanismes ou des institutions encadrant la concurrence, et enfin la privatisation de secteurs économiques généralement sous la gouverne d'une administration publique⁵.

Spéculation démentielle, rentabilité à très court terme, domination totale du marché sur l'économie mais aussi pression croissante de la logique des mécanismes du marché sur les activités dans les autres sphères de la société résumant à l'heure actuelle l'avancée du processus de mondialisation.

Les progrès du néolibéralisme dans le domaine politique ont tiré parti de ce contexte et de cette évolution. Martelant leur discours sur l'inefficacité et le gaspillage économique entraînés par la gestion de l'État Providence, ses tenants ont jeté le doute sur les valeurs que celui-ci défendait. Les épisodes Thatcher et Reagan sont là pour le rappeler : de nombreuses élites politiques se sont faites

le relais d'idéologies et de stratégies conformes aux axes de développement de la mondialisation⁶. L'orientation des politiques économiques de cette période ne résulte pas simplement en effet d'une adaptation nécessaire devant des contraintes extérieures devenues incontournables mais a été le fait d'un choix politique délibéré. C'est ainsi que l'on doit comprendre l'emprise du discours néolibéral sur nos sociétés, selon Riccardo Petrella : « [...] la prédominance de ce discours est le résultat de la prise de pouvoir [...], de direction et de contrôle sur les processus d'allocation des ressources naturelles et immatérielles des pays les plus développés de

la planète par des conceptions et des politiques qui ont fait des valeurs et des critères propres à l'économie de marché capitaliste les valeurs et les critères exclusifs de référence et de mesure de ce qui est bon, utile et nécessaire, en économie comme ailleurs⁷. »

Mais en légitimant l'immuabilité du rôle social du marché capitaliste sous couvert d'efficacité technique, la rhétorique du discours dominant masque l'essentiel. Il n'y a ni échec, ni dysfonctionnement interne ou organique de l'État Providence et encore moins *impossibilité financière* de réalisation de ses objectifs, pense Riccardo Petrella⁸. Ce qui est en cause ce ne sont pas de prétendues limites économiques de taxation de la richesse nationale, mais plutôt les obstacles politiques et culturels que crée l'opposition du Capital à la détérioration de sa position dans le cadre du partage des gains de productivité au sein de l'économie⁹.

Le problème de fond en est donc un de répartition des richesses. De là dépend la viabilité du système redistributif de l'État Providence. Or, il y a incompatibilité croissante entre le maintien d'un tel système et le cours emprunté par l'économie mondiale depuis les deux dernières décennies¹⁰. Les politiques néolibérales ont maintenant le vent en poupe, elles s'attachent à renverser une sorte d'équilibre ou d'effet compensatoire, sur les plans économique et social, que tentait d'assurer l'État Providence. Le marché gagne, la société perd.

La solution de rechange

La résistance à l'orientation des politiques de la mondialisation exige la formulation d'une solution de remplacement. Mais, pour Riccardo Petrella, celle-ci ne peut se définir que dans l'action : rassembler les énergies, s'entendre sur la lutte à mener, organiser un projet. Il est donc l'homme des initiatives sur le terrain – le sien est avant tout idéologique, intellectuel oblige ! –, ce qui ne l'empêche nullement de voir plus loin pour tous et de donner une place à l'imagination... jusqu'à envisager un « Contrat social mondial ». Évidemment, n'ayant rien de « concret » à offrir aux adeptes de l'immobilisme social et de la rentabilité à court terme, il se fait reprocher son manque de *réalisme*. C'est le propre d'un pouvoir totalitaire, rappelle-t-il. Le pouvoir dominant nie la possibilité qu'il existe d'autres solutions et se conforte dans son monopole de la vérité en jugeant de ce qui est *correct* et de ce qui ne l'est pas pour notre plus grand bien. Les besoins sociaux sont donc évalués à l'aune imprévisible du marché et c'est justement cette fatalité qu'il faut rejeter : « Il faut insister sur le fait que des solutions de rechange sont possibles, parce que l'une des forces du système dominant est de prétendre son inéluctabilité. »

Ce qui anime d'abord la démarche de Riccardo Petrella, c'est la définition d'un terrain d'entente sur des principes à défendre, des valeurs à développer et enfin des propositions stratégiques à mettre en œuvre. La charpente de cet édifice : l'idée de bien commun qui repose sur la solidarité et le respect de l'autre. Renouer aujourd'hui avec le bien commun signifie battre en brèche les inégalités inhérentes aux caprices du marché relativement à l'accès aux ressources d'une société et à leur utilisation. Ce qui fait dire à Riccardo Petrella en prenant l'exemple de l'eau : « Au lieu de libéraliser le marché de l'eau et de le soumettre à la dérégulation et à la privatisation, cette ressource, considérée depuis toujours et dans toutes les civilisations comme le bien commun

patrimonial de l'humanité, peut et doit devenir l'exemple du premier bien de la richesse commune mondiale géré par des principes coopératifs, mutualistes et solidaires¹¹. »

Assurer un accès équitable à l'alimentation, au logement, à l'éducation, à la santé, à la démocratie même, appelle une approche globale à l'échelle planétaire basée sur la conception d'un patrimoine mondial qui suppose le partage des ressources au-delà des frontières politiques et économiques : c'est le Contrat social mondial symétriquement opposé au « nouvel ordre international » du G7. La stratégie d'action pour la reconstruction du bien commun s'élabore donc sur le plan mondial, pour faire face à l'exacerbation des conflits qui sous-tendent l'universalisation du marché sur le globe. Ses modalités de réalisation pourraient faire l'objet de « contrats » particuliers, éléments centraux d'une gouvernance mondiale qui fixeraient les principes, mécanismes et pratiques susceptibles de favoriser la croissance du bien commun¹². Avant tout, c'est l'intérêt général d'une communauté qui est prioritaire, non les impératifs liés aux « lois » du marché, et tous devraient promouvoir des projets collectifs et adhérer aux principes élémentaires de solidarité. De tels contrats rompraient avec les cultures de « conquête » (prédation du marché sur l'ensemble des activités humaines) et de l'« outil » (glorification de la technologie)¹³.

Riccardo Petrella imagine certains de ces contrats : contrat pour la satisfaction des besoins fondamentaux, basé sur le plein emploi qui permet de supprimer les inégalités, ou encore contrat de démocratie pour contre-carrer l'influence du pouvoir financier sur le politique et

pour dépasser les frontières entre États. Enfin, parce que la notion de bien commun s'incarne parfaitement dans cette ressource que constitue l'eau, s'impose un contrat mondial de l'eau. *Le manifeste de l'eau* de Riccardo Petrella est un plaidoyer convaincant à cet égard : il imagine un autre horizon à l'humanité et une rupture avec les valeurs du catéchisme de la mondialisation actuelle. Le contrat mondial de l'eau viserait à assurer l'accès pour tous à cette ressource, dans le cadre d'une appropriation solidaire accompagnée d'une garantie de conservation pour les générations à venir¹⁴.

Mais qui voudra signer ces contrats ? Constatant le peu de résultats des innombrables rencontres, colloques ou conférences d'experts concernant l'utilisation de l'eau sur notre globe, Riccardo Petrella pose la question fondamentale : « Pourquoi n'a-t-on pas résolu les problèmes et n'a-t-on pas avancé sur la voie de la solution ?¹⁵ » Assurément, il faut faire bouger et la démarche débute sur le plan des idées et du discours. Elle doit viser le développement d'une prise de conscience et donner les raisons d'une mobilisation des citoyens. Pour résumer la pensée de Riccardo Petrella, disons que les systèmes de valeurs qui dominent l'arène politique mondiale préparent l'affrontement et non la solidarité. Ils exacerbent les conflits, multiplient les divisions et renforcent les particularismes. La nécessité du bien commun mondial

« Désormais, la redistribution des gains de productivité est de nouveau en faveur du capital au détriment du travail. Qu'elles soient néo-libérales ou sociales-démocrates, les forces politiques des pays les plus développés de la planète ne se différencient pas beaucoup sur le plan des orientations politiques dans leur support d'une telle redistribution. »

Écueils de la mondialisation,
Fides, p. 28.

Riccardo Petrella
LE MANIFESTE DE L'EAU
POUR UN CONTRAT MONDIAL

Labor, Bruxelles, 1998, 150 p. ; 26,95 \$

Ça coule de source, l'eau est indispensable à la vie. Ce qui est moins transparent, c'est que l'eau potable est inaccessible à un nombre considérable et grandissant de personnes ; on parle d'un peu plus d'un milliard d'habitants sur la planète bleue. Les raisons en sont diverses mais bien connues. Évoquons l'augmentation de la pollution industrielle des eaux de surface et souterraines, les sécheresses affectant de nombreux pays à fort potentiel démographique, les gaspillages, la surexploitation agricole, le non-renouvellement naturel des nappes phréatiques, sur fond de différends politiques charriant les impératifs de compétitivité et de puissance...

La guerre de l'eau a bel et bien débuté et à moins d'un sursaut de civisme et d'une solidarité cohérente et authentique entre les peuples, elle conduira à la première révolution du XXI^e siècle. Car si aucune législation n'est adoptée dans les plus brefs délais partout dans le monde, la moitié de la population mondiale sera privée d'eau potable dès l'an 2025. Sans doute, l'institution d'une journée mondiale de l'eau, le 22 mars de chaque année, contribue à l'information et à la sensibilisation du public, mais il y a plus à faire, le temps presse, le seuil de pénurie, fixé à 1000 m³ par an par habitant, est déjà atteint en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il y a vingt ans déjà que les dirigeants du monde ont pris conscience de l'ampleur du problème d'approvisionnement en eau, sans que soient prises des mesures de planification et de

gestion à long terme. Depuis le premier sommet tenu en Argentine, en 1977, il semblerait plutôt que les hommes politiques aux commandes se soient laissé charmer par des sirènes sonnantes et trébuchantes ; l'eau n'est plus qu'un bien économique. Cette denrée essentielle à la vie constitue une dernière plage de profit pour le capitalisme. Très lucrative...

Voilà pourquoi Riccardo Petrella, partisan des contrats mondiaux, prône la désétatisation de l'eau, ce qui soustrairait cette richesse aux logiques bureaucratiques. Cela ne signifie nullement privatisation, car l'eau est un bien commun patrimonial de l'humanité qui doit être administré solidairement et géré de manière participative par des Parlements de l'eau, en vertu d'un Droit international de l'eau et à travers un réseau mondial de personnes résolues et compétentes œuvrant pour la Paix par l'eau. La suggestion la plus originale du *Manifeste de l'eau* est le prélèvement volontaire de 0,01 % sur les transactions financières quotidiennes des banques, sorte d'auto-taxation distincte de la fameuse taxe Tobin.

Pour provoquer une prise de conscience collective, amener chacun à remettre en question sa conception d'un bien depuis toujours naturel, le président du groupe de Lisbonne recommande, comme principe premier de son manifeste, de proclamer que l'eau appartient à l'ensemble de l'humanité. Avant même d'être un être pensant, l'homme est un être liquide, principalement constitué d'eau.

Dénier aux êtres humains le droit à l'eau, c'est nier leur droit de vivre. **NS**

Sandra Friedrich

« La tendance du pouvoir dominant est de nous faire croire que la seule politique réaliste possible, face à l'économie actuelle, est de s'adapter en transformant en opportunité les contraintes exogènes qui seraient représentées par la mondialisation libéralisée, déréglementée, privatisée, compétitive, par les marchés financiers et par les nouvelles technologies. Drôle de liberté que celle octroyée par le marché mondial ! »

Écueils de la mondialisation,
Fides, p. 38.

doit donc être affirmée contre les choix politiques qui perpétuent ce désordre planétaire. Encore faut-il poser la question des lieux du pouvoir. Où se déterminent les enjeux ? Où les décisions se prennent-elles ? Manifestement, pour Riccardo Petrella, les parlements ne sont plus en mesure de disposer souverainement de ces questions : « Les parlements ne fixent plus l'ordre du jour et des priorités de leur pays. L'ordre du jour est fixé par les acteurs privés et en particulier par les marchés financiers. Cet ordre du jour devient, pour les pouvoirs publics, une contrainte considérée exogène, à laquelle ils ne peuvent que s'adapter¹⁶. » Le pouvoir doit donc faire l'objet d'un recentrage déterminant pour rétablir la priorité du politique sur le « financier, l'économique et le bien privé¹⁷ ».

Enfin, la redistribution de la richesse est une condition *sine qua non* de l'avènement du nouveau contrat mondial basé sur la défense du bien commun. Il

est donc impératif pour Riccardo Petrella de procéder au désarmement de la puissance financière en imposant une forme de contrôle citoyen sur le capital et les marchés. Suppression des paradis fiscaux, levée du secret bancaire et transparence de l'évaluation des capacités financières des États sont des mesures au cœur de ce programme. Pour couronner le tout, pourquoi ne pas taxifier la création d'un fonds mondial de la citoyenneté pour le partage de la richesse commune mondiale ? Rien d'impossible, car le prélèvement d'une taxe de 0,5 % sur les transactions financières permettrait d'accumuler des dizaines de milliards de dollars par an¹⁸ ! Ce n'est d'ailleurs plus une simple idée – lancée à l'origine par le Prix Nobel d'économie

James Tobin –, mais un projet repris aujourd'hui par le mouvement ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens¹⁹).

Voilà peut-être un programme ambitieux, mais il veut répondre aux problèmes et aux contradictions suscités

par la transition actuelle de l'économie mondiale. C'est une vision que nous offre Riccardo Petrella, un espoir dans l'être humain ; avant qu'il ne soit trop tard, il nous insuffle une bonne dose de conscience sans craindre de tomber dans l'utopie... **NB**

1. Les citations sans référence sont extraites d'une entrevue réalisée pour *Nuit blanche* au printemps 1999. Riccardo Petrella enseigne à l'Université catholique de Louvain ; il est président du groupe de Lisbonne et de l'Association des amis du *Monde diplomatique*.

2. « Misère de l'économisme, dangers de la mondialisation, Litanies de la Sainte Compétitivité », par Riccardo Petrella, dans *Le Monde diplomatique*, février 1994, p. 10-11.

3. Riccardo Petrella utilise l'expression anglaise de « Welfare State » ou encore « État du Welfare ». Je l'ai remplacée par « État Providence » ; Riccardo Petrella en rejette fermement l'utilisation.

4. *Le bien commun*, par Riccardo Petrella, Labor, Bruxelles, 1996, p. 48.

5. *Écueils de la mondialisation*, par Riccardo Petrella, Musée de la civilisation, Québec et Fides, Montréal, 1997, p. 13-15.

6. À ce sujet, il faut lire l'exposé magistral de Keith Dixon sur la progression des thèses néolibérales au sein du régime de Margaret Thatcher dans *Les évangélistes du marché*, Liber, Paris, 1998.

7. *Écueils de la mondialisation*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 8.

8. *Le bien commun*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 35.

9. *Idem*, p. 36-37.

10. *Idem*, p. 24.

11. *Écueils de la mondialisation*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 40.

12. *Limites à la compétitivité*, par le Groupe de Lisbonne, Boréal, Montréal, 1995, 225 p.

13. *Le bien commun*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 49-54.

14. *Le manifeste de l'eau*, par Riccardo Petrella, Labor, Bruxelles, 1998, 150 p.

15. *Idem*, p. 34.

16. *Écueils de la mondialisation*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 24.

17. *Le bien commun*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 80.

18. *Écueils de la mondialisation*, par Riccardo Petrella, *op. cit.*, p. 41-43.

19. <http://www.attac.org> (courriel : attac@attal.org).

LE MONDE DE L'IMPRESSION

*pour satisfaire
le monde de l'édition*

et vous satisfaire !

Communiquez avec nous:

Montréal: 514-856-7848

Québec: 418-839-7561

IMPRIMERIE QUEBECOR
L'ÉCLAIREUR/ST-ROMUALD